Des ONG appellent le Burundi à libérer cinq défenseurs des droits humains

@rib News, 14/03/2023 - Source AFP Des ONG de dÃ©fense des droits humains ont exhortÃ© mardi les autoritÃ©s du Burundi Ã libÃ©rer "immÃ©diatement" cinq dÃ©fenseurs des droits humains arrÃªtÃ©s pour rÃ©bellion et atteinte Ã la sÃ»retÃ lâ€™Ã‰tat, et Ã cesser d'"intimider" la sociÃ©tÃ© civile. Les militants ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s par les services de renseignement fÃ©vrier, alors que quatre d'entre eux s'apprÃªtaient Ã prendre un avion pour l'Ouganda depuis la capitale Ã©conomique Bujumbura, puis inculpÃ©s pour ces motifs.

"Les autoritÃ©s burundaises doivent immÃ©diatement et sans condition remettre en libertÃ© les cinq dÃ©fenseurs des droits humains arrÃªtÃ©s arbitrairement" et "abandonner les charges sans fondement qui pÃ¨sent sur eux", Ã©crivent dans un communiquÃ© Amnesty International, l'Initiative pour les droits humains au Burundi et Human Rights Watch (HRW), en dÃ©nonÃ§ant ces procÃ©dures qui visent Ã "intimider d'autres activistes". Ces arrestations et inculpations "tÃ©moignent dâ€™ dÃ©tÃ©rioration" de la situation de "la sociÃ©tÃ© civile indÃ©pendante au Burundi", a soulignÃ© ClÃ©mentine de Montjoye, chercheuse au sein de la division Afrique de HRW. Parmi les quatre militants arrÃªtÃ©s Ã l'aÃ©roport figure Sonia Ndikumasabo, prÃ©sidente de l'Association des femmes juristes du Burundi et ancienne vice-prÃ©sidente de la Commission nationale indÃ©pendante des droits de l'Homme. Le cinquiÃ¨me dÃ©tenu, Prosper Runyange, membre de l'Association pour la paix et la promotion des droits de l'Homme (APDH), a de son cÃ´tÃ© Ã©tÃ© interpellÃ© Ã Ngozi (nord). Les accusations "ne semblent sâ€™appuyer que sur leur lien avec une organisation internationale Ã©trangÃ¨re et le financement quâ€™ils ont reÃ§u sa part", notent les ONG, sans donner plus de dÃ©tails. En fÃ©vrier, le ministre en charge de la SÃ©curitÃ©, Martin Niterese, avait affirmÃ© "qu'il y a une grande probabilitÃ© qu'il y ait risque de financement du terrorisme Ã travers ces fonds lÃ ".
Depuis son accession au pouvoir en 2020, le prÃ©sident du Burundi, Ã‰variste Ndayishimiye, oscille entre signes d'ouverture du rÃ©gime, qui reste sous l'emprise de puissants "gÃ©nÃ©raux", et ferme contrÃ´le du pouvoir marquÃ© par des atteintes aux droits de l'Homme dÃ©noncÃ©s par des ONG. Il a succÃ©dÃ© Ã Pierre Nkurunziza, dÃ©cÃ©dÃ© en 2020, qui di le pays d'une main de fer depuis 2005. Le Burundi, enclavÃ© dans la rÃ©gion des Grands Lacs, est le pays le plus pauvre au monde en terme de PIB par habitant selon la Banque mondiale, qui estime que 75% de ses 12 millions d'habitants vivent sous le seuil de pauvretÃ©.